

## **REGLEMENT DE CONSULTATION**

### **Création d'une signalétique commerciale au sein de la commune de Vendenheim**

Représentant du pouvoir adjudicateur : M. le Maire de la Commune de Vendenheim

Objet du marché : Marché public relatif à la création d'une signalétique commerciale

Date limite de remise des offres : **le 1 juillet 2016 à 17 h 00**

Maître d'ouvrage :

Commune de Vendenheim – 12 rue Jean Holweg – 67550 VENDENHEIM

Affaire suivie par : Mme SIFFERT 06 64 72 36 93

Marché à procédure adaptée, en application des articles 27 et 59 du décret 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

## SOMMAIRE

|           |   |          |
|-----------|---|----------|
| <b>1.</b> | <b>ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION</b>                               | <b>3</b> |
| 1.1       | Désignation des ouvrages et des maîtres d'ouvrages                        | 3        |
| <b>2.</b> | <b>ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION</b>                          | <b>3</b> |
| 2.1       | Définition de la procédure  | 3        |
| 2.2       | Décomposition en tranches et en lots                                      | 3        |
| 2.3       | Nature de l'attributaire  | 3        |
| 2.4       | Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières     | 3        |
| 2.5       | Variantes   | 3        |
| 2.6       | Options   | 4        |
| 2.7       | Délai de réalisation et planning prévisionnel                             | 4        |
| 2.8       | Modifications de détails au dossier de consultation                       | 4        |
| 2.9       | Délai de validité des offres  | 4        |
| 2.10      | Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS) | 4        |
| <b>3.</b> | <b>ARTICLE 3 - PRESENTATION DES OFFRES</b>                                | <b>4</b> |
| 3.1       | Documents fournis aux candidats   | 5        |
| 3.2       | Composition des offres à remettre par le candidat                         | 5        |
| <b>4.</b> | <b>ARTICLE 4 - JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES</b>                | <b>6</b> |
| 4.1       | les candidatures  | 6        |
| 4.2       | Les offres  | 6        |
| <b>5.</b> | <b>ARTICLE 5 - CONDITIONS D'ENVOI ET DE RECEPTION DES OFFRES</b>          | <b>7</b> |
| <b>6.</b> | <b>ARTICLE 6 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES</b>                         | <b>7</b> |

## **1. ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION**

---

### **1.1 DESIGNATION DES OUVRAGES ET DES MAITRES D'OUVRAGES**

---

L'opération concerne des travaux de création d'une signalétique commerciale pour la commune de Vendenheim.

Le lieu d'exécution des travaux est le suivant : Commune de VENDENHEIM (67).

Le maître d'ouvrage est la Commune de Vendenheim.

Le dossier de consultation des entreprises comprend un acte d'engagement, la description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières et cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (CCTP-DPGF), un BPU pour la fourniture et pose des panneaux, le plan d'implantation des panneaux ainsi que le listing des commerçants concernés.

## **2. ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

---

### **2.1 DEFINITION DE LA PROCEDURE**

---

Le présent marché est passé selon la procédure adaptée définie aux articles 27 et 59 du décret du 25 mars 2016 relatif aux Marchés Publics.

### **2.2 DECOMPOSITION EN TRANCHES ET EN LOTS**

---

Le marché est un marché à prix global et forfaitaire pour la partie fourniture et pose de poteaux supports et sera pris en en charge par la commune.

Un bordereau de prix unitaires devra être joint pour la fourniture et la pose des plaques, non pris en charge par la commune mais directement par les commerçants.

Il comprend un seul lot pour la réalisation d'une signalétique commerciale.

Le CCTP prévoit la réalisation de la signalétique.

Les variantes sont autorisées, en complément de la réponse à l'offre de base.

Démarrage prévisionnel des travaux : 2<sup>ème</sup> quinzaine de septembre 2016

### **2.3 NATURE DE L'ATTRIBUTAIRE**

---

Le ou les marché (s) seront conclus soit avec un prestataire unique, soit avec des prestataires groupés solidaires.

### **2.4 COMPLEMENTS A APPORTER AU CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES**

---

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

### **2.5 VARIANTES**

---

Les entreprises qui le souhaitent peuvent proposer des variantes complémentaires, qu'elles jugent opportunes dans le cadre du projet et qui ne seraient pas mentionnées dans le CCTP. Ces propositions devront alors être clairement identifiées et chiffrées en variante. Pour chacune des variantes, le candidat devra remplir un bordereau de prix, un acte d'engagement et fournir toutes les pièces nécessaires à une bonne analyse et compréhension, tels que plans précis et cotés, descriptifs et dossier technique complet.

## **2.6 OPTIONS**

---

Sans objet.

## **2.7 DELAI DE REALISATION ET PLANNING PREVISIONNEL**

---

Le délai d'exécution global est fixé à 90 jours conformément à l'article 3 de l'acte d'engagement.

## **2.8 MODIFICATIONS DE DETAILS AU DOSSIER DE CONSULTATION**

---

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter des modifications de détails au dossier de consultation jusqu'à 8 jours francs avant la date de remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Les soumissionnaires ont la possibilité de poser des questions à la personne publique jusqu'à 5 jours francs avant la date limite fixée pour la remise des offres.

## **2.9 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES**

---

Le délai de validité des offres est limité à 150 jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

## **2.10 SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS SUR LE CHANTIER (SPS)**

---

Sans objet.

## **3. ARTICLE 3 - PRESENTATION DES OFFRES**

---

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du maître d'ouvrage. Toutefois, ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

### **3.1 DOCUMENTS FOURNIS AUX CANDIDATS**

---

Le dossier de consultation est constitué par :

- Le présent règlement de consultation
- Un acte d'engagement
- Un cahier des clauses techniques particulières,
- La décomposition du prix global et forfaitaire,
- Un bordereau de prix unitaire,
- Plan et liste des commerçants.

## 3.2 COMPOSITION DES OFFRES A REMETTRE PAR LE CANDIDAT

Le dossier à remettre par les candidats sera transmis par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de leur réception et d'en garantir la confidentialité. Il comporte **une enveloppe** comprenant les documents relatifs à la candidature et à l'offre.

Les documents à fournir par le candidat sont les suivants :

### 3.2.1 Dossier administratif

#### 1/ Documents et renseignements relatifs à la situation juridique :

- Une déclaration sur l'honneur du candidat pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner prévus à l'article 45,47,48.49.50 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 relative aux Marchés Publics et de l'article 51 du décret (partie F1 du Formulaire DC1 de lettre de candidature) ;
- Une déclaration indiquant si le candidat fait l'objet ou non d'une procédure de redressement judiciaire ou d'une procédure étrangère équivalente, et, dans le cas où il fait l'objet d'une telle procédure, la copie du ou des jugement(s) prononcé(s) à cet effet (partie D2 du formulaire DC2 de déclaration du candidat) ;
- Un document attestant des pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat.

#### 2/ Documents et renseignements nécessaires à l'appréciation des capacités pour la sélection des candidats :

- déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant des travaux de même nature que ceux qui font l'objet du marché à passer, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles (partie D1 du formulaire DC2 de déclaration du candidat) ;
  - attestation(s) d'assurance pour les risques professionnels et déclaration appropriée d'une banque ;
  - présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des 5 dernières années qui indique le montant, l'époque, le lieu d'exécution et le maître d'ouvrage et précise qu'ils ont été réalisés dans les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;
  - déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des 3 dernières années ;
  - indication des titres d'études et professionnels du ou des responsables et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestations de conduite de travaux de même nature que ceux qui font l'objet du marché à passer ;
  - déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature que celui qui fait l'objet du présent règlement ;
  - qualifications professionnelles du candidat.
- **Si la candidature est celle d'un groupement, tous les documents et renseignements sus énumérés doivent être fournis par chacun des membres du groupement doit également être jointe la lettre de candidature et d'habilitation du mandataire par ses cotraitants qui sera renseignée et signée (formulaire DC1 ou équivalent).**
- **Si le candidat se prévaut des capacités professionnelles d'autres opérateurs économiques et notamment de sous-traitants, tous les documents et renseignements sus énumérés doivent être produits par ces derniers.** Le candidat produit en outre **un engagement écrit de l'opérateur économique** – sous-traitant ou autre – comme quoi il disposera des moyens de ce dernier pour l'exécution du marché.

Conformément aux dispositions de l'article 55 du décret,

I - le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra produire, ultérieurement à la consultation, les pièces suivantes:

- a) les pièces mentionnées aux articles D.8222-5 ou D. 8222-7 et D.8222-8 du Code du Travail, ces pièces sont à fournir tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché;
- b) les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales. Un arrêté des ministres intéressés fixe la liste des administrations et organismes compétents ainsi que la liste des impôts et cotisations sociales pouvant donner lieu à la délivrance du certificat.

II – afin de satisfaire aux obligations fixées par le b) du I, le candidat établi dans un Etat autre que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etat où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé, devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

III – le marché ne peut être attribué au candidat dont l'offre a été retenue que si celui-ci produit dans le délai imparti les certificats et attestations prévus à l'article 55 du décret. S'il ne peut produire ces documents dans le délai imparti, son offre est rejetée et le candidat éliminé.

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

### 3.2.2 Dossier Offre

Un projet de marché comprenant :

- Un acte d'engagement (A.E) libellé en euros, à compléter, dater et signer par le(s) représentant(s) qualifié(s) du prestataire ;

En cas de recours à la sous-traitance, conformément à l'article 5 de la loi du 31 décembre 1975 modifiée, le candidat doit compléter cet acte d'engagement qui sera accompagné des demandes d'acceptation des sous-traitants, et d'agrément des conditions de paiement. Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra joindre en sus des renseignements exigés par l'article 62 de l'ordonnance et des articles 133 à 137 du décret :

- Une déclaration sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visés aux articles L324-9, L324-10, L341-6, L125-1 et L125-3 du Code du travail (article 45-3 du CMP) ;
- Les capacités professionnelles du sous-traitant (moyens et références).
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.), à accepter et signer sans modification,
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F) à compléter, dater et signer,
- Un bordereau de prix unitaire (B.P.U) à compléter, dater et signer,
- Le Règlement de consultation (R.C.) à accepter sans modification.

**Les documents explicatifs :**

- Au projet de marché sera joint un mémoire technique présenté sous format libre. Il devra permettre de juger l'offre pour le critère technique et sera noté comme détaillé dans l'article 4.2 ci-après.

## 4. ARTICLE 4 - JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

---

Le choix et le classement des offres sont effectués dans les conditions prévues à l'article 53 du Code des Marchés Publics et selon les modalités définies ci-après :

### 4.1 LES CANDIDATURES

---

**Les critères intervenant pour l'analyse des candidatures sont :**

- Les capacités techniques aux travers des moyens matériels et humains, des références et des certificats de capacité,
- Les capacités financières aux travers du chiffre d'affaire de l'entreprise,
- Les capacités professionnelles aux travers des qualifications professionnelles.

### 4.2 LES OFFRES

---

Les critères intervenant pour l'analyse des offres sont :

- **Critère financier pour 50% :** jugé sur le montant global de l'offre suivant la formule suivante :  
(Note de l'offre la plus basse / l'offre considérée) x 50

Une vérification comptable de l'offre sera effectuée. En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix prévaudront sur toute autre indication de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication ou d'addition qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en compte. Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant. En cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

Lors de l'examen des offres, le coordonnateur du groupement de commande se réserve la possibilité de se faire communiquer sous 48h les décompositions ou sous détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix qu'il estimera nécessaires.

- **Critère technique pour 50 % :** jugé à partir du mémoire technique qui sera noté **sur 50**

Il est précisé au candidat que les réponses attendues devront être adaptées aux travaux qui font l'objet de la consultation. Pour le calcul de la note finale, la somme des points de chaque critère sera calculée après pondération.

La commune n'est pas tenue de négocier. Toutefois, elle se réserve cette possibilité dans le respect des principes de liberté d'accès à la commande publique, d'égalité de traitement des candidats et de transparence des procédures selon l'article premier du Code des marchés publics. La négociation ne peut être menée avec un candidat ayant remis une offre inappropriée.

## 5. ARTICLE 5 - CONDITIONS D'ENVOI ET DE RECEPTION DES OFFRES

---

Les offres sont transmises :

- soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal, ou par envoi par porteur spécial avec avis de réception du type « Chronopost » ou similaire.
- soit remises sous pli cacheté au secrétariat de la mairie de Vendenheim contre récépissé.

La mention suivante sera portée sur l'**enveloppe unique** :

**« Création d'une signalétique commerciale »  
Commune de VENDENHEIM  
NE PAS OUVRIR**

**Ce pli contiendra les sous dossiers intérieurs portant les mentions :**

- **Dossier administratif.** Il contient les justifications à produire prévues aux articles 48 et 49 du décret et énumérées ci-dessus à l'article 3.2.1 - Dossier Administratif.
- **Dossier offre.** Il contient le projet de marché et les documents explicatifs, tel que défini ci-dessus à l'article 3.2.2 - Dossier Offre.

Les dossiers qui ne seraient pas présentés suivant les prescriptions ci-dessus ne seront pas retenus, ils seront renvoyés à leurs auteurs.

Les offres devront parvenir avant la date et l'heure limites indiquées dans la page de garde du présent règlement sous peine d'être renvoyées à leurs auteurs. En cas de dépôt à la Mairie, le titulaire vérifiera les horaires d'ouverture de celle-ci : il ne pourra en aucun cas prétexter un retard de remise du fait de la fermeture de la mairie.

## 6. ARTICLE 6 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

---

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront adresser leur demande par écrit, au plus tard 5 jours francs avant la date de remise des offres auprès de :

**Renseignements d'ordre administratif et technique :**

Commune de Vendenheim  
Monsieur le Maire de Vendenheim  
12 rue Jean Holweg  
67 550 VENDENHEIM  
Tél : 03.88.69.40.20 / Fax : 03.88.69.41.77  
Mme SIFFERT 06 64 72 36 93

**Le dossier de consultation des entreprises peut être demandé à :**

Mairie de Vendenheim  
12 rue Jean Holweg  
67 550 VENDENHEIM  
Tél : 03.88.69.40.20 / Fax : 03.88.69.41.77  
Email : [mairie@vendenheim.fr](mailto:mairie@vendenheim.fr) ,

Ou téléchargé

- sur le site internet de la commune : [www.vendenheim.fr](http://www.vendenheim.fr)

Fait à Vendenheim, le 10 juin 2016

**Philippe PFRIMMER,**  
Maire de Vendenheim.